

LES ATOUTS DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA TURQUIE

DEPUIS DES MOIS LE DÉBAT SUR LA PERSPECTIVE de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne mobilise de nombreux acteurs et prend malheureusement une tournure polémique qui n'est guère à la hauteur des enjeux. Il est pourtant décisif de redonner toute sa place au débat rationnel et de remettre le dossier en perspective. Les aspects sont de ce point de vue nombreux : politique, institutionnel, économique, démographique, culturel ou civilisationnel. 113

Paradoxalement, celui qui est le moins abordé, ou alors de façon souvent biaisée, a trait aux questions stratégiques et de politique extérieure, parce que ces problématiques restent pour l'UE des points aveugles de sa propre construction. Pourtant on peut légitimement s'interroger sur la validité du projet européen s'il devait se contenter de l'édification d'une vaste zone de libre-échange, en négligeant radicalement l'objectif, autrement plus ambitieux, de construction d'une entité politique susceptible de peser sur l'échiquier des relations internationales et d'y être une force de proposition et de décision.

De ce point de vue, l'intégration de la Turquie en son sein, comme membre à part entière, constitue pour l'UE une formidable occasion. La Turquie serait un atout supplémentaire que nous devons certes savoir mesurer mais aussi encourager. Encourager parce que cela correspond aux intérêts européens et donc aux intérêts de la Turquie enfin membre de l'UE. Si cette dernière veut développer son modèle de paix et de stabilité fondé sur la démocratie et la prospérité, alors sa proximité géographique la contraint à être présente dans son « proche-Orient »¹. Cette

1. Cengiz Aktar, « Pour l'Europe puissance », in Cengiz Aktar (dir.), *Lettres aux turco-sceptiques*, Actes Sud, 2004, p. 39.

perspective est d'autant plus impérieuse que la Turquie elle-même s'interroge sur son avenir et qu'il est essentiel de lui fournir des éléments de réponse qui la confortent dans ses choix. C'est pour ces raisons qu'il semble utile et nécessaire de présenter les lignes de force de la politique extérieure de la Turquie.

LES INTERROGATIONS ET LES ATOUTS DE LA TURQUIE

L'eurasisme en débat

114 Au mois de mars 2002, une déclaration du secrétaire du Conseil national de sécurité turc, le général Tuncer Kiliç, fit grand bruit : « La Turquie a besoin de trouver une nouvelle voie. À mon avis, nous devrions nous tourner vers la Russie, sans pour autant négliger les États-Unis et, si possible, en nous rapprochant de l'Iran. Jusqu'à présent, nous n'avons reçu aucune aide de l'Union européenne. D'ailleurs, l'UE a toujours une vision négative de la Turquie². » Ce type de position est probablement très minoritaire en Turquie, mais on ne peut en sous-estimer la portée. D'abord parce qu'elle émane d'un responsable de premier plan ; ensuite, parce qu'elle est loin d'être isolée au sein de l'establishment turc ; enfin, parce que l'enthousiasme pro-européen de la Turquie pourrait marquer le pas si l'UE continuait à lui infliger des affronts à répétition. Certes, les difficultés rencontrées avec Bruxelles ne remettent pas en cause les liens, notamment économiques, entre la Turquie et l'Union, qui semblent désormais fermement établis. Les rebuffades européennes et les tensions conjoncturelles avec les États-Unis pourraient toutefois conduire Ankara à renégocier les fondements de ses relations avec les puissances occidentales et la pousser vers une politique extérieure et de sécurité plus autonome, rendant ainsi le jeu régional encore plus imprévisible.

Au lendemain du Conseil européen de Luxembourg de décembre 1997, qui marqua un net refroidissement des relations euro-turques, la Turquie formalisa un nouveau concept de politique étrangère, cherchant à s'ériger en « centre de l'Eurasie du XXI^e siècle ». Si le discours eurasien n'apparaît pas réellement nouveau en Turquie, il l'était en revanche dans les sphères gouvernementales et en particulier au sein

2. M. Gürgen, « Orgeneral Kiliç: Avrupa bize uymaz » (« Général Kiliç: l'Europe ne s'adapte pas à nous »), *Radikal*, 8 mars 2002.

du ministère des Affaires étrangères. Il représentait non seulement la conséquence des difficultés rencontrées dans les rapports avec l'UE mais aussi, après une décennie d'hésitations et de discours confus, de la situation créée par l'effondrement de l'URSS et de ses satellites.

Les influences croisées à l'œuvre dans la région appelaient à la mise en place d'une politique plus coordonnée et d'une approche globale de l'ensemble des espaces balkanique, caucasien, centrasiatique et russe. Située au centre géographique de cette vaste zone, la Turquie dispose incontestablement de nombreux atouts. Elle pourrait avoir, dès lors, vocation à devenir le pilier de cette nouvelle entité géopolitique constituée par l'Eurasie, même si cette notion géographico-politique n'a jamais été très précisément définie. Comme le déclarait l'ancien ministre des Affaires étrangères Ismail Cem – pourtant réputé pour son inclination pro-européenne –, la Turquie préfère se trouver à l'épicentre d'une région en pleine émergence plutôt que de rester à la périphérie de l'UE dans le rôle du perpétuel postulant. Mais ces deux axes, soulignait-il, ne sont pas contradictoires : « L'Eurasie concentre la plupart des enjeux géopolitiques et géostratégiques, qu'il s'agisse des hydrocarbures de la Caspienne, des conflits nationaux, ethniques et frontaliers du Caucase, de l'Afghanistan ou de l'Irak. L'importance grandissante de cette région a joué un rôle clé dans la consécration de la Turquie comme pays candidat à l'UE lors du sommet d'Helsinki³. »

115

Cette problématique constitue l'un des fondements de la diplomatie ankariote. Il est vrai que, dès les années 1990-1991, la Turquie avait franchi *de facto* une étape dans le redéploiement de sa politique extérieure et les ouvertures qui lui étaient offertes en Asie centrale, au Caucase ou dans les Balkans lui fournissaient alors l'occasion d'accroître son influence régionale et de tenter de se valoriser aux yeux des Occidentaux, comme par exemple à travers la Zone de coopération économique de la mer Noire⁴.

Cependant, au-delà des déclarations, des infléchissements et des ajustements de circonstance, la priorité de la diplomatie turque resta orientée vers l'Union européenne et les États-Unis. Elle n'a pas vérita-

3. Notes personnelles de l'auteur et texte de l'intervention du ministre distribué par ses services lors d'une conférence prononcée à Paris le 29 avril 2002.

4. Lancée en 1990 par la Turquie, la ZCEMN a été ouverte aux Républiques de la région devenues indépendantes en 1991. L'Albanie et la Grèce ont par la suite demandé à y participer en tant que membres fondateurs. Le 25 juin 1992, onze pays signaient la Déclaration d'Istanbul instituant la ZCEMN : l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Géorgie, la Grèce, la Moldavie, la Roumanie, la Russie, la Turquie et l'Ukraine.

blement d'autre choix. Les deux tiers de ses échanges s'effectuent avec ces deux partenaires et les garanties de sécurité apportées par l'Alliance atlantique lui sont toujours aussi précieuses car, malgré l'effondrement du bloc stalinien, la perception de la menace extérieure n'a pas faibli en Turquie⁵. L'OTAN pour sa part accorde une attention de plus en plus soutenue aux dangers de toute nature situés hors du territoire européen et la Turquie occupe une position de ligne de front que Washington considère comme vitale. Elle possède une capacité militaire que l'on souhaite dissuasive et l'Anatolie demeure un poste d'observation de tout premier ordre. Il apparaît ainsi nettement que la Turquie gagne à lier ses intérêts nationaux, ceux des États voisins et ceux des puissances occidentales dans une dynamique de moyen et long termes.

116 *L'ouverture au Caucase et à l'Asie centrale*

Au moment où les négociations d'adhésion débutent, il apparaît que, si la Turquie et l'UE ne mènent pas une politique concertée dans les régions caucasienne et centrasiatique, alors elles se heurteront chacune séparément à de nombreuses limites et ne pourront pas prendre d'initiatives significatives. En effet, les nouvelles Républiques indépendantes attendent surtout une aide économique et technologique de la part des pays les plus développés, or il est clair qu'Ankara n'a pas les moyens de répondre seule à cette demande. L'Asie centrale, qui est en train de retrouver sa fonction historique de carrefour, cherche à diversifier ses relations. Elle est investie par les acteurs régionaux – pays arabes, Iran, Chine, Pakistan, voire Inde – et, bien sûr, par la Russie et les États-Unis qui sont autant de concurrents pour la Turquie. C'est pourquoi, face à des Républiques déchirées, traversées par des conflits latents ou animées de velléités hégémoniques, Ankara tente, elle aussi, de diversifier ses approches.

Après avoir multiplié les initiatives globales, elle privilégie désormais les relations bilatérales avec chacune des Républiques turcophones – une stratégie qui a en outre le mérite de ne pas irriter Moscou. D'une manière générale, l'intérêt que les Turcs de Turquie portent à leurs « frères » de la moyenne Asie, pour réel qu'il soit, ne vient pas au premier rang de leurs préoccupations. Il est toutefois remarquable que cet

5. Phénomène que l'on qualifie communément de « syndrome de Sèvres », du nom du traité du 10 août 1920 qui consacrait le démantèlement de l'Empire ottoman. Ce traité ne fut finalement jamais appliqué grâce à la lutte de libération nationale initiée et dirigée par Mustafa Kemal.

intérêt, même relatif, ait réussi, depuis une dizaine d'années, à dépasser largement le cadre de l'extrême droite pantouraniste. La sympathie pour les « lointains cousins » a activé le sentiment d'une identité culturelle panturque longtemps refoulée. Il est désormais possible en Anatolie d'évoquer une « aire turque » ou un « monde turc » sans être taxé de chauvinisme. Cette dimension n'est pas négligeable, d'autant que, au-delà de la (re)découverte de ces vastes espaces, les élites turques restent fondamentalement attachées à l'intégration de leur pays à l'UE. Considérant alors la difficulté pour la Turquie de réaliser des investissements significatifs dans le Caucase et en Asie centrale, il est possible d'imaginer une sorte de coopération triangulaire s'appuyant à la fois sur la puissance économique ouest-européenne et sur la proximité géographique et culturelle de la Turquie avec les pays des régions concernées.

117

L'enjeu des hydrocarbures

La découverte d'importantes réserves d'hydrocarbures sous la mer Caspienne a donné le coup d'envoi à des luttes acharnées entre les compagnies pétrolières et entre les États. Outre les enjeux liés à la prospection et à la production, c'est le tracé des oléoducs et des gazoducs chargés d'acheminer les hydrocarbures vers les marchés d'Europe et d'Asie qui a attisé toutes les convoitises. Les chiffres les plus fantaisistes ont été avancés au milieu de la décennie 1990 mais, depuis, l'ampleur des réserves a été revue à la baisse et les gisements recèleraient entre 30 et 100 milliards de barils récupérables.

Handicapée par l'absence de contiguïté territoriale avec les États riverains de la Caspienne, la Turquie a tenté de s'insérer dans le jeu régional en s'appuyant sur sa relation privilégiée avec l'Azerbaïdjan, protagoniste majeur du théâtre caspien. Dès le début de cette ruée vers l'or noir, les compagnies occidentales ne cachèrent pas leur préférence pour le tracé turc et, le 29 octobre 1998, à Ankara et sous le patronage des États-Unis, les présidents de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et de la Turquie signèrent une déclaration sur la construction du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). En raison de nombreuses difficultés techniques et financières – coût évalué à 4 milliards de dollars –, il aura fallu tout le poids de l'influent Department of Energy américain pour que les travaux puissent enfin commencer en septembre 2002.

Si le BTC constitue un défi économique, il est aussi une arme politique dirigée contre la Russie. Jusqu'à présent, le pétrole de la Caspienne était

acheminé jusqu'à Soupsa en Géorgie et Novorossisk en Russie – autrement dit, les routes du pétrole caspien étaient totalement contrôlées par Moscou. La présence du nouveau secrétaire américain à l'énergie lors de la cérémonie d'inauguration de l'oléoduc, le 25 mai 2005, ne laisse de ce point de vue guère d'ambiguïtés sur les projets états-uniens dans la région.

C'est à la fin de l'année 2005 que les premiers barils arriveront dans l'enceinte du terminal pétrolier de Yumutarlik, à trente kilomètres de Ceyhan, à raison de 400 000 barils par jour dans un premier temps⁶. Le brut provenant de la Caspienne se cumulera à cet endroit à l'or noir irakien de Kirkouk, faisant de la zone l'un des principaux pôles pétroliers et stratégiques de la planète. Avec la base militaire d'Incirlik et le futur débouché du pétrole caspien, la région d'Adana devient ainsi
118 un maillon essentiel de l'alliance Bakou-Tbilissi-Ankara, construite autour de l'oléoduc BTC.

La Turquie se situe à la croisée de cet axe « pro-américain » et de l'axe concurrent Moscou-Erevan-Téhéran. Isolée géographiquement, l'Arménie a été exclue des tractations sur le corridor de transport sud-caucasien entre la mer Noire et la Caspienne. Les dirigeants arméniens ont alors tenté de contrebalancer le renforcement de l'alliance stratégique Bakou-Tbilissi-Ankara en nouant une alliance avec la Russie et l'Iran. Un traité d'assistance militaire a été signé entre Moscou et Erevan et le statut des bases russes en Arménie reconduit pour vingt-cinq ans. Parallèlement, des négociations se sont engagées avec Téhéran portant sur la construction d'un gazoduc de 140 kilomètres qui permettrait à l'Arménie de diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz. Ces deux initiatives sont perçues avec méfiance et hostilité tant par Bakou, qui redoute plus que tout le maintien du *statu quo* territorial actuel le privant définitivement du contrôle du Haut-Karabagh, que par Washington, qui tente de s'opposer à tout projet incluant l'Iran. Le Département d'État espère toutefois ramener l'Arménie à une politique plus favorable aux intérêts américains. Le principal bénéficiaire en serait alors la Turquie, qui établirait ainsi une jonction directe avec l'Azerbaïdjan et les Républiques turcophones de l'Asie centrale, devenant du même coup une puissance régionale majeure susceptible de concurrencer l'influence de la Russie et de l'Iran.

6. Un gazoduc baptisé le « South Caucasus Project », en cours de construction sur le même tracé que l'oléoduc sera inauguré en 2006.

L'incontournable grand voisin du Nord

Au-delà des choix que nous venons d'évoquer, la Turquie a parfaitement compris que son intérêt national résidait aussi dans l'approfondissement des liens avec la Russie. Malgré de lourds contentieux historiques, les deux partenaires font preuve du plus grand pragmatisme et il est remarquable que les échanges commerciaux entre la Russie et la Turquie n'aient fait que croître depuis l'effondrement de l'URSS, amenant la Fédération russe au rang de deuxième partenaire commercial d'Ankara après l'Allemagne. Le total des échanges commerciaux entre la Turquie et la Russie s'élevait à 6,5 milliards de dollars américains en 2003. Il devrait avoisiner les 10 milliards en 2005. En 2004, 1,7 million de touristes russes ont séjourné sur les plages de l'Égée ou de la Méditerranée. Les entrepreneurs turcs ne sont pas en reste, accumulant les contrats en Russie dans le domaine du bâtiment.

119

Autre domaine obligé des relations entre les deux pays : l'énergie. Le géant du gaz russe Gazprom, qui fournit d'ores et déjà un bon quart du gaz consommé par la Turquie, prévoit de doubler ses livraisons d'ici à 2008 par le biais du *blue-stream*, un gazoduc enfoui à 2100 mètres sous la mer Noire. Si la production russe de pétrole est aujourd'hui en plein essor, ses réserves sont cependant éloignées et son réseau d'oléoducs se révèle insuffisant. Trouver de nouvelles routes pour l'acheminement du brut est l'une de ses préoccupations majeures. Ces dernières années, les exportations russes par tankers vers les marchés européens *via* le détroit du Bosphore et les Dardanelles ont crû et représentent désormais 30 % du total, ce qui inquiète la Turquie au vu des risques environnementaux, la « gorge d'Istanbul » étant un passage naturel extrêmement périlleux. Ces derniers mois, les conditions de passage des tankers se sont durcies et, d'après Transneft, qui détient le monopole de l'acheminement du pétrole russe, les restrictions au passage du Bosphore ont fait perdre 600 millions de dollars aux majors russes en 2004. C'est pourquoi il existe deux projets de construction d'oléoducs : l'un en Thrace orientale, de la mer Noire à la mer Égée, l'autre, qui a les faveurs des autorités turques, en Anatolie, du port de Samsun, sur la mer Noire, au terminal pétrolier de Ceyhan.

S'il existe des différends entre la Turquie et la Russie à propos du Sud-Caucase, des soupçons mutuels de soutien à des organisations autonomistes ou séparatistes, les convergences de vue sur l'Irak montrent, au total, que les points d'accord sont plus nombreux que les

divergences. Moscou et Ankara sont favorables à la création d'une communauté économique eurasiennne et le cours actuel de la politique extérieure turque, bien que n'étant pas exempt de défis pour la Russie, est favorablement perçu par Vladimir Poutine, comme en témoigne sa récente visite en Turquie⁷.

L'eau, un atout extraordinaire

Un atout supplémentaire de la Turquie demeure sans conteste sa richesse en eau – une abondance qui contraste avec la pénurie dont souffrent les États du Moyen-Orient. Grâce au Taurus, chaîne de montagnes longue de plus de 1 000 kilomètres fortement enneigée en hiver, et aux fleuves Seyhan et Ceyhan, dont les bassins sont entièrement inscrits dans les frontières anatoliennes, la zone dispose d'un impressionnant potentiel hydrologique. Au point que la Turquie est fréquemment présentée comme le château d'eau du Moyen-Orient. Consciente de l'importance de ses ressources dans un contexte de rareté, elle tente de convertir cet avantage en pouvoir économique et diplomatique. Le président Turgut Özal avait évoqué, dès le début des années 1990, la construction d'un « aqueduc de la paix » permettant un transfert massif d'eau potable des deux fleuves vers la péninsule Arabique *via* le Levant. Par crainte que la Turquie n'utilise cet aqueduc comme moyen de pression politique, les pays du Machrek n'avaient pas voulu donner suite à ce projet.

En attendant l'hypothétique apaisement des tensions géopolitiques régionales, de nouvelles propositions ont alors été avancées : les Turcs ont imaginé de transporter vers Israël l'eau du Manavgat, un fleuve côtier qui débouche près d'Antalya, par bateaux-citernes ou par conteneurs flottants remorqués. D'autres voies ont encore été explorées à partir des grands barrages du centre et de l'est du Taurus : une partie des eaux de l'Euphrate pourrait ainsi être acheminée jusqu'en Arabie Saoudite et dans les Émirats. Encore faut-il, pour installer les canalisations, obtenir le feu vert de la Syrie et de l'Irak, ce qui implique que ces deux États ne soient pas privés de l'eau qu'ils estiment indispensable à leur développement.

S'ils veulent conjurer le spectre des « guerres de l'eau », les États du Moyen-Orient ont tout intérêt à établir dans les meilleurs délais un marché commun des ressources hydriques. La Turquie pour sa part a

7. Visite effectuée en décembre 2004, la première d'un chef d'État russe depuis 1972.

besoin de ses voisins pour vendre à prix compétitif l'eau dont elle dispose pour éviter qu'elle ne s'écoule à perte et pour rentabiliser le coût des barrages. L'idée de grands travaux hydrauliques comme base d'une coopération régionale est certes ambitieuse, mais elle s'imposera dans les années à venir comme une nécessité vitale.

On comprend que la Turquie bénéficie, en ce domaine, d'un extraordinaire atout pour redéployer sa politique régionale.

LE POIDS DU MOYEN-ORIENT

L'axe Ankara/Tel-Aviv

Au cours de ces dernières années, un nouvel axe régional s'est constitué entre Israël et la Turquie, qui sont passés de relations diplomatiques fort ténues à une importante collaboration bilatérale. Les accords de coopération militaire et d'échanges de haute technologie militaire, signés le 23 février et le 26 août 1996, scellent le rapprochement⁸. Bien qu'elle ne se matérialise que par le biais militaire, cette alliance est fondamentalement politique. Ni la Syrie, ni l'Irak, ni l'Iran ne représentent en réalité une menace militaire sérieuse. En revanche, ce regroupement régional permet à la Turquie de rappeler son importance stratégique auprès des États-Unis et de l'Union européenne.

Aussi, plutôt que de réduire ce rapprochement à une simple collusion avec l'ennemi sioniste, il convient de le replacer dans le cadre des projets de l'administration Clinton qui, dans le contexte des accords d'Oslo contresignés en septembre 1993, tentait de reconfigurer les alliances au Moyen-Orient. Il s'agissait, pensait-il, en partant de la Turquie et de l'État hébreu d'intégrer à terme la Jordanie, l'État palestinien, voire l'Égypte. La coopération entre les deux puissances militaires pro-occidentales du Moyen-Orient apparaissait aux yeux des Américains comme un premier rempart contre l'instabilité et incarnait la volonté de promouvoir un ordre régional inédit tandis qu'elle confortait la Turquie dans sa volonté de jouer un rôle plus actif dans une région à hauts risques.

Cependant l'axe Ankara/Tel-Aviv fut perçu par les voisins – notamment la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'Égypte – comme un danger. Le monde

8. Pour une analyse plus détaillée, voir Didier Billion et Karim El Mufti, « L'axe israélo-turc : une modification de la donne régionale », *La Revue internationale et stratégique*, n° 40, hiver 2000-2001, p. 103-114.

arabe dénonça vivement les accords de 1996 et appela à maintes reprises la Turquie à abandonner son nouvel allié. Mais, plus que la portée stratégique des accords, les États arabes craignaient que ces derniers ne les divisent davantage. Il est vrai que l'axe bilatéral est *de facto* très vite devenu un triangle incluant la Jordanie. Le royaume hachémite fut, en effet, le premier à faire défection dans la quête d'une position arabe commune: en janvier 1998, Amman envoyait des observateurs participer à des manœuvres militaires navales américano-israélo-turques et délégait un officier supérieur pour assister, en 1999, aux réunions du comité stratégique turco-israélien.

Une nouvelle conjoncture

122 Cette stratégie, patiemment mise en place par l'administration Clinton, a volé en éclats sous les coups des néo-conservateurs. L'attitude de ces derniers au cours de la crise irakienne, leur volonté de « remodeler » unilatéralement le Moyen-Orient, leur alignement complet sur la politique d'Ariel Sharon, ont rendu vains les efforts de la Turquie visant à construire une dynamique régionale. D'où la nécessité de se démarquer et son refus de s'associer à l'intervention américaine en Irak. Accepter les exigences de Washington revenait, pour les Turcs, à anéantir les effets escomptés de ses initiatives diplomatiques et, par conséquent, à s'exclure des perspectives d'évolution dans la région. L'exercice est complexe, soumis à de fortes pressions américaines, mais quelques grandes tendances se dessinent.

Vives tensions avec Washington à propos de l'Irak

Le refus, le 1^{er} mars 2003, par la Grande Assemblée nationale turque de voter l'autorisation du stationnement et du transit de quelque 62 000 soldats américains, ainsi que le non-alignement du gouvernement et de l'état-major turcs sur les thèses de Washington, ont eu l'effet d'un coup de tonnerre dans le ciel apparemment serein des relations turco-américaines.

Outre le risque d'accentuation de l'isolement régional de la Turquie qu'aurait constitué l'autorisation du déploiement américain au sol, le Parti de la justice et du développement (AKP), au gouvernement à Ankara depuis seulement le mois de novembre 2002, ne pouvait s'opposer frontalement à son électorat. Tous les sondages effectués à l'époque indiquaient que l'opinion publique était non seulement très majoritairement contre la guerre mais aussi marquée par une forte défiance vis-à-vis de la politique extérieure des États-

Unis⁹. La question du statut du nord de l'Irak constitue une autre donnée essentielle qui a pesé lourd dans les négociations américano-turques du mois de février 2003. La principale exigence des militaires turcs, qui s'est heurtée à un ferme refus de la part de Washington, portait sur la possibilité d'intervenir dans le nord de l'Irak de manière autonome essentiellement pour empêcher une éventuelle autonomie, voire la proclamation, d'un État kurde, à la suite du renversement du régime de Bagdad, ce qui n'aurait pas manqué de réveiller les velléités indépendantistes des nationalistes kurdes de Turquie.

La brutale chute du régime de Saddam Hussein a bien sûr modifié la donne. Depuis lors la Turquie ne cesse d'exiger la garantie de l'intégrité territoriale de l'Irak et la possibilité pour les Irakiens de décider seuls de leur avenir, mais surtout elle redéploie sa politique moyen-orientale de manière significative.

123

Remarquable normalisation avec la Syrie

Au grand dam de Washington, on assiste à un réel réchauffement des relations avec le voisin syrien, si longtemps honni. Plusieurs indices en témoignent : la signature de deux accords de coopération militaire en juin 2002, quatre ans après une crise majeure qui avait failli déboucher sur un affrontement armé ; la visite, les 28 et 29 juillet 2003, du Premier ministre Mohamed Mustapha Miro, premier chef de gouvernement syrien à se rendre en Turquie depuis 1986 ; enfin et surtout la visite de Bachar Al-Assad les 6-8 janvier 2004, premier chef d'État syrien à se rendre en Turquie. Lors de ces visites, la véritable surprise n'est pas tant venue des déclarations syriennes que du jeu diplomatique de la Turquie qui, malgré le courroux affirmé des dirigeants américains, a réservé à ses hôtes un accueil extrêmement chaleureux. Ces échanges expriment indéniablement le dégel entre les deux pays, notamment par l'expression d'une vision commune à propos de l'Irak. L'embellie fut confirmée au mois d'avril 2005, lorsque le président de la République turque, Ahmet Necdet Sezer, se rendit à Damas au moment où la Syrie était sous une pression internationale maximale après l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafik Hariri.

9. Dès le début du mois de janvier 2003, entre 83 % (institut de sondage américain PEW) et 87 % (institut de sondage turc ANAR) des personnes interrogées se déclarent hostiles à la guerre ; 62,8 % (ANAR) estiment que la Turquie ne devrait apporter aucune aide, même logistique, aux États-Unis (interdiction de l'usage des bases militaires). Voir Fehmi Koru, « "Hayir" denilen ne ? » (« À quoi dit-on "non" ? »), *Yeni Safak*, 6 janvier 2003.

Les ingérences de l'ambassadeur américain à Ankara, Eric Edelman, visant à empêcher cette visite, n'y firent rien et coûtèrent même son poste à ce dernier.

Il apparaît ainsi évident que les deux capitales ont tout à gagner d'une amélioration de leurs relations. Ankara y voit l'occasion de redorer son image auprès de l'opinion publique arabe – d'autant que, depuis la fin de l'Irak « indépendant », la Syrie représente le dernier bastion de résistance d'un monde arabe en butte à la menace « américano-israélienne ». Pour la Syrie, compte tenu de la pression constante qu'exerce l'administration Bush à son égard, l'avantage est en premier lieu stratégique, un rapprochement avec Ankara contribuant à conjurer le funeste destin que lui prédisent les dirigeants américains.

124 *Persistance des difficultés avec le grand voisin iranien*

Aux rodomontades de Damas appelant à l'union contre un adversaire commun, s'oppose la retenue de Téhéran, qui cherche à gagner le temps nécessaire pour développer son arme nucléaire ou, du moins, susciter le doute quant à son éventuelle possession. Des deux stratégies, il est probable qu'à terme c'est celle de l'Iran qui devrait se révéler la plus efficace. En tout état de cause, même si la politique nucléaire iranienne est une réelle préoccupation pour la Turquie, elle ne semble pas vouloir porter cette question devant le Conseil de sécurité de l'ONU, considérant qu'un tel recours risquerait de raidir encore plus Téhéran et par ricochet d'envenimer les relations bilatérales. En ce sens, la Turquie est en phase avec la dynamique diplomatique promue par l'UE et tout particulièrement la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Au-delà de la question du nucléaire, Ankara et Téhéran esquissent les premiers pas d'une entente fondée sur une vision commune du paysage géopolitique régional. La visite du Premier ministre turc à Téhéran, au mois de juillet 2004, et la signature d'un accord de coopération dans le domaine sécuritaire confirment cette tendance, le gouvernement iranien acceptant notamment de placer le Kongra-Gel¹⁰ sur la liste des organisations terroristes. Réciproquement, la Turquie a fait de même pour l'organisation des Moujahiddin du peuple, principale opposition armée au régime iranien. Cet accord doit certes encore faire la preuve de ses effets concrets, mais il exprime sans conteste, au-delà

10. Kongra-Gel, Congrès du peuple du Kurdistan, est la nouvelle dénomination adoptée en novembre 2003 par le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, qui a mené la lutte armée contre la Turquie entre 1984 et 1999. Depuis il a repris son ancienne appellation PKK.

de leurs intérêts nationaux éventuellement divergents, l'inquiétude commune des deux pays à propos de la dégradation de la situation en Irak.

Montée des tensions avec Israël

La fin de non-recevoir de Tel-Aviv aux propositions ankariotes répétées de médiation entre Israéliens et Palestiniens ainsi que la politique d'assassinats ciblés des leaders du Hamas en mars et avril 2004 furent les catalyseurs de dissensions entre la Turquie et Israël. Ainsi, au cours du printemps, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a multiplié les déclarations de condamnation de la politique d'Israël dans les Territoires palestiniens, prononçant des paroles inhabituelles de la part d'un allié aussi proche, en n'hésitant pas à qualifier de « terreur d'État » les destructions massives et les pertes civiles occasionnées par l'armée israélienne lors de l'opération Arc-en-ciel, dans la bande de Gaza. 125

Ces tensions diplomatiques ne remettent certes pas en cause le partenariat stratégique entre les deux États, mais illustrent la crispation des autorités d'Ankara et montrent l'inflexion de la politique étrangère de la Turquie qui veille à ne pas être assimilée à Washington et se situe plus nettement en phase avec l'UE sur ce dossier. Elles illustrent aussi la montée de l'anti-américanisme dans le pays et l'existence d'une opinion publique indignée par les images des exactions israéliennes, relayées par toutes les télévisions, et s'interrogeant de plus en plus ouvertement sur l'opportunité de continuer à soutenir un tel allié.

Cependant, au-delà de ces dissensions, les diverses formes de coopération entre la Turquie et Israël se sont maintenues. Ainsi, les pilotes israéliens continuent leurs vols d'entraînement militaire en Turquie; la firme turque Zorlu Holding a remporté en mai 2004 l'appel d'offres, d'un montant d'un milliard de dollars, en Israël pour la construction d'une centrale électrique au gaz; enfin le Premier ministre turc, Erdogan, s'est rendu à Tel-Aviv au début de mois de mai 2005 pour sceller une apparente réconciliation, tout en voyant ses propositions de médiation dans le conflit israélo-palestinien fermement refusées par Ariel Sharon. Il est finalement probable que l'axe Ankara/Tel-Aviv, fondé sur des intérêts réciproques essentiels, est destiné à perdurer.

La lancinante question kurde

Last but not least, la question kurde est un dossier susceptible de faire évoluer les positions de la Turquie sur la scène régionale. Depuis des décennies, la Turquie est hantée par la crainte de tout élément qui

pourrait peu ou prou attenter à l'intégrité du territoire national. Dans ce cadre, la perception des revendications nationalistes kurdes comme un danger potentiel permanent a toujours constitué un indicateur particulièrement aigu des dynamiques politiques au sein de la société turque. Nous avons évoqué la prégnance de cette question au moment de la préparation de l'agression américano-britannique contre l'Irak; depuis lors les inquiétudes n'ont fait que croître à Ankara tant à cause du rôle joué par les organisations kurdes dans la chute de Saddam Hussein que dans les chaotiques évolutions de la situation irakienne. En dépit des déclarations rassurantes des dirigeants kurdes d'Irak quant à leur volonté de préserver le caractère unitaire – mais fédéral – du pays, on n'en constate pas moins une autonomisation *de facto* du nord de l'Irak; condamnée par Ankara. Les tensions se concentrent sur le sort et le futur statut de la ville de Kirkouk. Les Kurdes d'Irak estiment qu'elle doit être placée sous leur propre administration alors que les Turcomans le refusent catégoriquement. La situation y est en effet particulièrement confuse puisque son statut devait être fixé à la suite des accords signés en 1970 entre les Kurdes et Bagdad, mais jusqu'alors jamais appliqués. La ville au contraire a fait l'objet d'une politique d'arabisation massive et, depuis la chute de Saddam, c'est une politique de kurdisation non moins massive qui y est pratiquée, ce que ne cessent de dénoncer les autorités turques¹¹. Toutefois la Turquie, après quelques hésitations, a accueilli positivement l'élection du nationaliste kurde Jalal Talabani à la présidence irakienne, comprenant que c'était dans le contexte actuel la meilleure garantie de la préservation du caractère unitaire de l'État irakien.

126

Ces éléments font bien sûr écho au jeu de l'administration Bush qui non seulement considère les organisations kurdes en Irak comme les plus fiables et les mieux organisées, mais aussi comme un instrument utile dans la réalisation des projets de remodelage du Moyen-Orient chers aux néo-conservateurs. La carte kurde pourrait ainsi très bien être utilisée à l'encontre de la Syrie, de l'Iran, voire de la Turquie. On doit toutefois admettre que la valeur stratégique d'Erbil ou de Suleymaniye n'est pas en passe de devenir la même que celle d'Ankara.

11. Ankara veut assumer la défense de la communauté turcomane (500 000 individus selon les chiffres les plus communément admis, 2,5 millions selon Ankara) pour laquelle un statut est revendiqué. Le gouvernement intérimaire irakien, qui s'est vu confier le pouvoir par l'administrateur américain Paul Bremer, le 28 juin 2004, comprend un représentant de la communauté turcomane.

POUR CONCLURE PROVISOIREMENT...

Dans le domaine de la politique extérieure, les intérêts de la Turquie résident surtout dans ses relations avec les pays voisins plutôt que dans une politique extérieure mondiale où elle n'ambitionne pas de jouer un rôle majeur. La contradiction repose sur le fait que son environnement géopolitique immédiat, notamment moyen-oriental, possède une importance centrale dans le jeu des relations internationales.

La Turquie doit donc parvenir à lier ses intérêts nationaux, ceux de ses voisins les plus proches et ceux des grandes puissances dans une perspective de moyen et long termes. Le défi est ambitieux car il lui faut édifier des équilibres de proximité, donc travailler au cas par cas avec ses interlocuteurs et tisser des dynamiques d'échange variées. C'est pourquoi la volonté de diversification du champ diplomatique turc vise, de manière pragmatique, à freiner les velléités interventionnistes des États-Unis. Il apparaît toutefois que les deux pays sont visiblement soucieux de tourner la page et ont multiplié récemment les gestes de bonne volonté. Au printemps 2005, la Turquie a autorisé les États-Unis à utiliser la base aérienne d'Incirlik pour ravitailler ses bases militaires installées en Irak et en Afghanistan. Pour sa part, Washington, lors de la visite du Premier ministre turc dans la capitale américaine au mois de juin 2005, a redoublé d'efforts pour favoriser un règlement de la question chypriote et promis d'être plus actif dans la lutte contre le PKK. Ce qui est clair toutefois, c'est que les retombées de l'intervention militaire en Irak alimentent la méfiance envers une Amérique qui sait « semer le vent » sans être nécessairement capable de « calmer la tempête ». Comme le souligne très justement Nilüfer Göle : « Durant cette guerre, la Turquie, plus que tout autre pays, s'est trouvée sur la ligne de fracture entre deux Occidents, l'Amérique et l'Europe¹². » En d'autres termes cela signifie que la revendication par la Turquie de jouer un rôle moteur pour la stabilisation de la région, besoin vital pour elle, ne peut pleinement se réaliser qu'avec et au sein de l'Union européenne.

12. Nilüfer Göle, « Turquie: un "désir d'Europe" qui dérange », in Cengiz Aktar (dir.), *Lettres aux turco-sceptiques*, op. cit., p. 65.

R É S U M É

La Turquie possède d'incontestables atouts dans le déploiement de sa politique extérieure. Bien que son projet fondamental reste l'adhésion à l'Union européenne, sa position géographique, à l'épicentre de plusieurs aires géopolitiques, l'oblige à multiplier les contacts et les initiatives. Tout en restant un partenaire important des États-Unis, elle n'en mesure pas moins les dangers que la politique unilatéraliste de Washington engendre dans son voisinage et n'hésite pas à s'y opposer. Désormais, il faut évaluer les initiatives diplomatiques de la Turquie comme émanant d'une puissance régionale qui s'affirme et reste consciente de ses intérêts nationaux.